



le pouvoir aux travailleurs

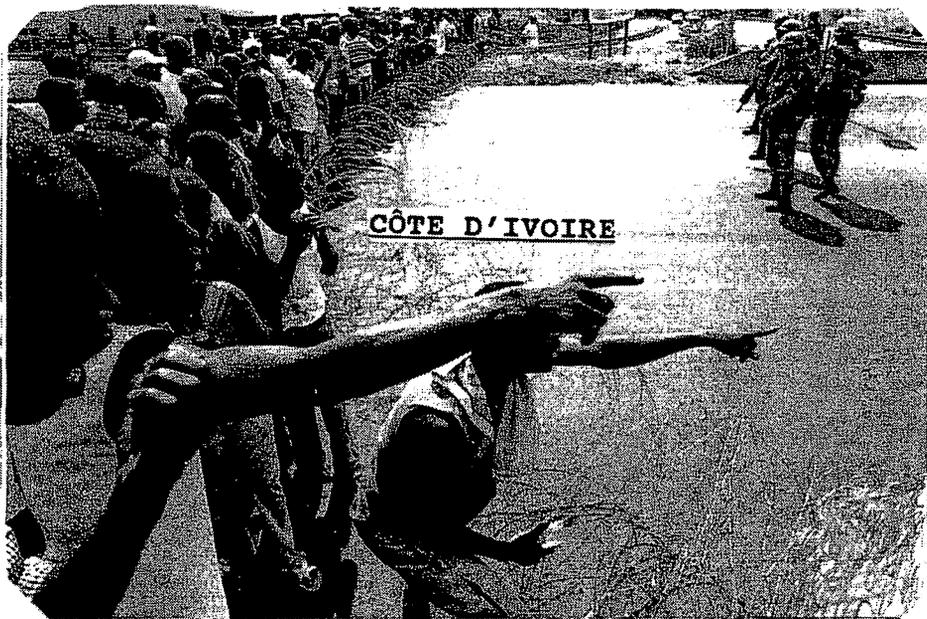
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 23 NOVEMBRE 2004

N° 313 PRIX 0,60 Euros



LES TROUPES FRANÇAISES

ET LES EXPLOITEURS

DEHORS !

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2

é d i t o r i a l

Editorial

Page 5

CÔTE D'IVOIRE**LES TROUPES FRANÇAISES
ET LES EXPLOITEURS, DEHORS!**

Côte d'Ivoire:

- Ce n'est pas aux travailleurs de faire des sacrifices

- Quand Gbagbo demande aux entrepreneurs de revenir (page 9)

Page 10

Mali: Les conséquences désastreuses de l'aggravation de la crise ivoirienne

Page 11

Risque de famine au Mali

Page 12

Solidarité avec la lutte du peuple palestinien

ABONNEMENTFRANCE:

1 an : 14 euros

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

Il n'y a que ceux qui ignorent tout de la vie de la grande majorité de la population de Côte-d'Ivoire pour s'étonner du nombre de ceux qui sont descendus dans la rue pour réclamer le départ immédiat des troupes françaises de Côte-d'Ivoire. Oui, les exploités, les opprimés de ce pays ont toutes les raisons d'en vouloir à la présence de l'impérialisme français dans ce pays. Ils ont toutes les raisons de se souvenir, même les jeunes qui n'ont pas vécu cette période, de la colonisation, de ses pillages et de ses humiliations. Ils ont toutes les raisons de se souvenir que les troupes françaises, qui n'ont jamais quitté le pays depuis que la Côte-d'Ivoire est théoriquement indépendante, ont toujours protégé les régimes en place. Elles ont protégé la longue dictature de Houphouët-Boigny, elles ont protégé Bédié, Guéi. Elles ont, aussi, protégé Gbagbo, quoi qu'il en dise aujourd'hui par démagogie et même s'il estime, lui, qu'il n'a pas assez été protégé contre la rébellion de sa propre armée.

Cette protection accordée par tous les gouvernements français à tous ceux qui ont gouverné la Côte-d'Ivoire n'a pas été désintéressée. En protégeant les dirigeants, l'armée française a toujours cherché à protéger les intérêts des grands groupes français qui dominent l'économie du pays.

Les ouvriers, les petits paysans, les chômeurs, les pauvres de ce pays, n'ont pas vu grand-chose de cet essor économique ivoirien dont s'est vanté à l'époque Houphouët-Boigny. Comme au temps du colonialisme, l'essentiel de ce qui a été tiré des richesses du pays, comme l'essentiel de ce qui a résulté de l'exploitation de ses travailleurs et de ses paysans pauvres a enrichi des grands groupes capitalistes, surtout français mais pas seulement, et accessoirement toute une couche de privilégiés venus, de France ou du Liban, y faire fortune. Oh, cet essor a enrichi aussi la classe privilégiée, mais pas l'écrasante majorité

de la population ivoirienne!

Qu'est-ce qu'ils espèrent donc, les dirigeants de l'impérialisme français ? Des remerciements pour un siècle de pillage et d'exploitation ? Ils les trouveront peut-être du côté des privilégiés ivoiriens mais ils n'ont aucune raison de les trouver dans les classes laborieuses.

Pendant des années, l'armée française présente en Côte-d'Ivoire n'a pas eu à intervenir directement contre les classes pauvres. Elle a laissé ce sale boulot aux "corps habillés" ivoiriens. Mais le gouvernement français ne savait que trop bien que l'armée, la gendarmerie et la police ivoiriennes ne sont fortes que pour racketter la population désarmée. Aussi, tous les gouvernements, celui de Chirac-Raffarin et, avant lui, les gouvernements dirigés par les amis "socialistes" de Gbagbo, ont tous fait le choix de maintenir les bases de l'armée française. Juste, au cas où... Et on a vu, ces jours-ci, autour de l'aéroport ou autour de l'hôtel Ivoire de quoi cette armée française est capable : assassiner des manifestants non armés, hommes, femmes, enfants.

Mais il ne faut pas être dupes des raisons pour lesquelles les dirigeants du régime ont appelé à manifester contre la France. Gbagbo n'est pas un adversaire de la présence de l'impérialisme français en Côte-d'Ivoire.

Ce qu'il reproche à la présence française, ce n'est pas qu'elle pille le pays, exploite ses classes laborieuses et pousse sa paysannerie vers la pauvreté, mais c'est que Paris ne le soutient pas assez, lui, Gbagbo. Il n'a besoin du soutien populaire que pour exercer un chantage sur Paris, pour obtenir plus d'aide, notamment contre l'armée rebelle du Nord. Mais quel intérêt pour la population pauvre de favoriser celui qui, des trois rivaux pour le pouvoir, Gbagbo,

Ouattara ou Bédié, aura le privilège de représenter les intérêts des riches, français, ivoiriens ou libanais, contre leur propre peuple?

Alors, manifester contre la présence de l'armée française et surtout contre la présence des exploités que l'armée protège, oui. Mais se retrouver derrière Gbagbo, Mamadou Koulibaly et Blé-Goudé, non. Tous ces gens-là se servent des sentiments légitimes des populations pour mieux les tromper.

Et puis, les porte-parole de Gbagbo ont même trouvé le moyen d'utiliser cette révolte populaire contre la présence française pour la détourner vers la voie de l'ethnisme. Ils ont fait courir le bruit que le général Palenfo était dans un des chars de l'armée française et que tout ce déploiement de chars, de mitrailleuses, était destiné à ramener Ouattara au pouvoir. C'était un mensonge mais il était destiné à désigner à la vindicte populaire la population du Nord comme alliée objective des Français.

C'est une crapulerie. Oh, non pas à l'égard de Ouattara qui coule des jours tranquilles à Paris ! Mais ça l'est à l'égard des populations originaires du Nord, comme à l'égard des Burkinabés ou des Maliens qui vivent en Côte d'Ivoire. Et c'est bien dans la continuité de la démagogie ethniste du gouvernement.

On les a vus, les résultats catastrophiques de cette démagogie, déjà au temps de Bédié. On les a vus depuis quatre ans que Gbagbo est au pouvoir. On les a vus même pendant les événements, avec ce qui s'est passé à Gagnoa. Là, les voyous du régime ne s'en sont pas pris à des militaires français, ni même à des expatriés dont beaucoup se sont enrichis sur le dos de la population, mais à des Dioulas et à des pauvres originaires des pays voisins.

L'ethnisme est de toute façon

ignoble. Mais, dans les circonstances présentes, il aboutit en plus à pousser une partie des gens originaires du Nord à finir par souhaiter la présence des troupes françaises dans le vain espoir que cette présence les protège des exactions ethnistes.

A tort. Car l'ethnisme ne gêne pas le gouvernement français. L'a-t-on vu intervenir contre la démagogie ethniste de Bédié, de Guéi ou de Gbagbo ? Les troupes françaises se sont interposées entre les "forces nouvelles" et l'armée ivoirienne. Mais les a-t-on vu intervenir contre les lynchages ethnistes ? Non. Jamais. L'armée française n'est pas là pour protéger les classes populaires de ce pays. Elle ne fait tout au plus que jouer leurs différentes composantes les unes contre les autres et cautionner par là-même l'ethnisme.

Il se peut que Chirac "n'aime pas" Gbagbo, comme celui-ci s'en est plaint. Mais, l'impérialisme français soutiendra celui qui sert le plus efficacement ses intérêts. Quelles que soient ses préférences, ni Gbagbo, ni Ouattara, ni Bédié ne sont du côté de la population laborieuse de ce pays. Ouattara, on l'a déjà expérimenté en tant que Premier ministre de Houphouët-Boigny. Bédié, plus longtemps encore. Gbagbo, on l'expérimente depuis quatre ans. Jamais ni l'un ni l'autre n'ont rien accordé de réel aux classes laborieuses. L'un comme l'autre ont servi les intérêts des privilégiés, qu'ils soient ivoiriens, libanais ou français. Les travailleurs de ce pays n'ont pas

intérêt à se diviser entre ces dirigeants que seule l'ambition pour le pouvoir oppose. Ils sont des ennemis des classes laborieuses.

N'est-ce, donc, pas Gbagbo qui demande docilement "l'ajournement du départ des troupes françaises de Côte d'Ivoire", malgré les tueries dont elles sont les auteurs ? N'est-ce pas Mamadou Koulibaly qui s'empresse maintenant de demander qu'on ne s'en prenne pas aux "intérêts français", eux qui ont exploité à mort ce pays durant toutes ces décennies ? N'est-ce pas Blé Goudé et les siens qui, il n'y a pas longtemps, réclamaient à grand cri le soutien de Georges Bush et de l'impérialisme américain, de ces assassins, alors qu'ils étaient en train de tuer un autre peuple, le peuple irakien, de la même façon que les troupes françaises ont tué en Côte d'Ivoire ?

Alors, travailleurs, chômeurs, djobeurs, pauvres de ce pays, l'impérialisme français est notre ennemi. Comme le sont les deux bandes armées du Nord et du Sud qui se battent pour le pouvoir. Comme le sont les milices privées des clans politiques rivaux. Notre intérêt, c'est de nous retrouver sur une politique qui vise à imposer les exigences des classes exploitées des villes comme des campagnes, par-delà les origines ethniques ou nationales. L'exigence que les ressources de ce pays, que le travail de ses ouvriers et de ses paysans ne servent pas seulement à une minorité qui peut se payer des villas magnifiques pendant que la majorité de la population vit dans la misère et en creve.

CÔTE D'IVOIRE**CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS
DE FAIRE DES SACRIFICES**

Les exploiters, qu'ils soient libanais, ivoiriens ou français, profitent de la situation actuelle pour licencier et aggraver un peu plus la situation des ouvriers. Ils licencient. Ils jettent les travailleurs en "chômage technique". Ils obligent ceux qui restent, à travailler plus, souvent en réduisant leurs salaires, sous prétexte de crise. La liste est longue: Saco, Uniwax, Grand Moulin, Afrique Industry, etc. Mais qui a fait cette crise? Qui doit donc payer la note?

Aujourd'hui, les ouvriers sont inquiets. Ils sont préoccupés par leur sort. Beaucoup d'entre eux s'interrogent sur ce que leur réserve l'avenir.

Mais pourquoi donc les travailleurs de ces entreprises doivent-ils accepter de faire des sacrifices? Quand les affaires de tous ces capitalistes étaient

prospères, c'est eux qui amassaient l'argent et leurs ouvriers se contentaient d'habiter les bas quartiers pour ne pas dire les bidonvilles d'Abidjan. Maintenant, sous prétexte que ça ne va pas, le pouvoir, comme vient de l'annoncer Gbagbo, leur fait des cadeaux. Il y en a toujours que pour les riches! Et l'argent que leur donne l'Etat, c'est l'argent qu'on enlève dans la poche des travailleurs! Il est temps que les ouvriers disent: ça suffit comme ça! Tous ces riches, s'ils sont incapables de faire tourner les usines, incapables de satisfaire les besoins élémentaires des travailleurs, ils n'ont qu'à partir! Mais attention, il n'est pas question que les "patriotes" nous mettent des capitalistes ivoiriens ou libanais à leur place! C'est tous les mêmes! Tous des exploiters! Les travailleurs ne pourraient pas faire pire que ces gens s'ils contrôlaient eux-mêmes les entreprises!

HISTORIQUE DE LA CRISE

La crise présente qui dure depuis le coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002, vient de connaître un nouveau rebondissement qui risque de plonger le pays dans un chaos total.

Cela fait longtemps que Gbagbo dit qu'il a assez d'armes pour reprendre l'offensive. Son entourage affirmait même que les "soutes (à munitions) sont pleines".

Il y a quelques semaines des détachements de l'armée ivoirienne avaient fait des incursions au-delà de ligne de démarcation appuyés par des milices paramilitaires. Ce réarmement et cette mobilisation se faisaient bien sûr au vu et au su des forces françaises de la Licorne.

Les hommes d'affaires français ont toujours opté pour la réunification du pays et cela comptait pour beaucoup dans les calculs des stratèges de l'Elysée. Bien sûr officiellement, les autorités françaises ne juraient que par les accords de Marcoussis complétés par ceux d'Accra. Mais cela ne les empêchait pas de fermer les yeux sur tout ce qui se préparait à Abidjan et à Yamoussoukro. Ces accords, Gbagbo ne les a jamais acceptés en réalité. Il faisait mine de vouloir les accepter simplement pour gagner du temps pour se réarmer car le 19 septembre 2002 quand la rébellion militaire a éclaté Gbagbo n'a pas eu la force de la réduire. L'interposition de l'armée française a permis à ce moment-là de sauver la

mise. Bien sûr il a été contraint d'accepter la mise en place d'un gouvernement de "réconciliation nationale". La participation au gouvernement des ministres venant du nord a été intermittente. La révision des lois électorales permettant à Ouattara de se présenter aux élections présidentielles a été bloquée par le parlement dans lequel le parti présidentiel FPI est majoritaire.

Affi N'guessan le président du FPI, a appelé à la reprise de la guerre. Tout en proférant des menaces verbales contre les insurgés et les opposants politiques, il a projeté une marche sur la ville de Bouaké, pour le 12 novembre. Il demande la démission du Premier ministre et de son gouvernement, appelle le président à mettre un autre gouvernement en place pour engager la lutte armée contre les insurgés.

Le chef d'Etat major des Fanci sort aussi de sa réserve. Il fait une déclaration pour dire que lui et ses éléments attendent fin octobre pour réagir si rien n'est fait pour le désarmement. Bluff ou réalité? La suite nous le dira.

Le mercredi 03 novembre, un conseil des ministres ou plutôt un conseil de guerre est convoqué rapidement par le président. Le conseil est boycotté non seulement par les ministres de l'opposition et de la rébellion regroupés sous le nom du "G7", mais aussi par le Premier ministre qui le lendemain plia ses bagages de la "primature" pour la circonstance.

Le jeudi 04 novembre, les "jeunes patriotes", dirigés par Blé Goudé et ses partisans se rassemblent devant le camp de l'Etat major des armées pour leur demander de reprendre les hostilités et "sécher leurs larmes" (termes de Blé Goudé), en s'adressant au chef d'Etat major, Mathias Doué. Et l'autre de répondre : "nulle part dans le monde, on n'a jamais vu un

peuple entretenir une symbolique symbiose avec son armée" et de conclure "ce jour de 4 novembre est le jour de notre jour". Les bombardements avaient commencé ce même jour sur Bouaké.

Dans l'après midi, après le meeting, les "patriotes", se sont attaqués aux sièges des journaux des partis d'opposition et à des domiciles des ministres d'opposition, saccageant, pillant tout sur leur passage; ils sont même arrivés à incendier d'autres locaux. Les étudiants de la "Fesci" ont fait une descente sur l'hôtel du Golf pour déloger, disent-ils, les ministres de la rébellion.

Le samedi 6, dans l'après midi des rumeurs courent faisant échos de ce que des avions de guerre auraient été détruits par l'armée française. A partir de 16 heures, dans les quartiers comme Cocody, Treichville, Marcory, les "patriotes" sont descendus dans la rue pour faire des barrages et ont commencé à s'attaquer à des devantures de magasins considérés comme étant liés à la France ou à l'Europe. Vers 19 heures, tout le monde était informé de la destruction des deux lycées français. À partir de cette heure, des appels à la mobilisation, à descendre massivement dans la rue, sont lancés sur les antennes des radios et télévisions.

L'appel sera vraiment entendu car il y aura un déferlement humain sur les routes en direction de la base militaire française, le 43^e Bima où les hélicoptères français feront leurs premières victimes en tirant à balles réelles sur la foule massée aux abords de leur camp.

Toute cette nuit-là, la télévision et la radio ont veillé en appelant à la mobilisation. Il y a même des gens qui ont ouvertement appelé aux meurtres des français.

Le dimanche 7, l'appel à la mobilisation et la mobilisation

elle-même continuaient. Ceux qui étaient partis depuis la veille étaient de retour mais d'autres les remplaçaient immédiatement. Pour ces



Barrage dressé par des partisans de Gbagbo

premiers jours, l'organisation n'était pas encore parfaite. Mais par la suite, un appel sera lancé à ceux qui veulent soutenir, d'apporter tout ce qui peut servir. On demanda aussi à la Société de transport abidjanaise (Sotra), de faire sortir ses bus pour transporter les manifestants dans les deux sens, c'est-à-dire ceux qui sont fatigués et qui veulent se reposer et ceux qui les relaient.

Le lundi 8, aux environs de 9 heures, un nouvel appel à la mobilisation est donné encore sur les antennes des radios et télévisions. Cette fois-ci, la direction pour la manifestation avait changé. En même temps que la cause. Il était question maintenant de faire un bouclier humain autour de la résidence du Président de la République, autour de l'antenne de la télévision de Cocody, de l'émetteur d'Abobo, de l'antenne de la radio au plateau et enfin à l'Hôtel Ivoire où des chars de l'armée française étaient stationnés depuis le matin. En effet, quand dans la nuit du dimanche au lundi, le Président, dans son "discours à

la nation", a appelé au calme et demandé aux "jeunes patriotes" de rentrer à la maison, l'armée française en a profité pour positionner des chars sur les deux ponts reliant le sud de la capitale à la partie du nord, une manière de couper la ville en deux. Elle en a profité aussi pour positionner une trentaine de chars à l'hôtel Ivoire qui est situé à quelque 500 mètres de la résidence présidentielle et à près d'un Km de l'antenne de la télévision.

C'est ainsi que pour plus mobiliser les "patriotes", les présentateurs de la radio et télévision vont utiliser des propos xénophobes en faisant brandir la menace Allassane. Ils ont dit que dans les chars déployés, la France avait positionné le général Palenfo, le N°2 de la junte militaire du général Gueï. Ce dernier est proche du parti d'Allassane. Ils ont annoncé aussi que la France a positionné Allassane lui-même au Gabon. Donc une fois leur forfait accompli, ils installeront d'abord Palenfo, ensuite, Allassane viendra prendre le pouvoir. La manipulation a bien réussi. Les gens ont crié : " la France passera sur mon corps avant d'installer Allassane au pouvoir".

Le mardi 9 novembre, l'appel battait son plein. Des gens de différentes communautés ethniques, religieuses, des responsables d'associations de tous ordres se relayaient au petit écran de la télévision comme à l'antenne de la radio pour, toujours, lancer des appels à la mobilisation. Ce mardi aussi, en plus des chars qui restaient toujours positionnés à hôtel Ivoire, il y avait la visite du président Sud-Africain, Tabo Mbéki qui a été mandaté par l'Union Africaine pour entamer une négociation avec Gbagbo. Donc pour le pouvoir en place, il était important de battre le pavé et montrer au négociateur qu'il avait la force avec lui. Des gens se sont massés sur le long de la route

depuis l'aéroport, jusqu' au domicile privé du Président où le bouclier humain s'était renforcé à l'occasion. Mais c'était l'hôtel Ivoire où se trouvaient les chars, qui était le centre de tous ces rassemblements. De l'antenne de la télévision jusqu' à cet endroit, une marée humaine déferlait sur le tronçon dans un va-et-vient continu. De temps en temps, un responsable des "jeunes patriotes" haranguait la foule dans leur style bien connu à eux. Les marcheurs brandissaient aussi des pancartes hostiles à la France surtout à Jacques Chirac. On lisait par exemple : " Chirac, la Côte d'Ivoire n'est pas un département français" " Gbagbo n'est pas ton sous-préfet" ou " la côte d'Ivoire, nouveau Vietnam pour la France". Ils ont même fabriqué un cercueil en contre-plaqué où ils ont dessiné la tête de Chirac qu'ils ont par la suite brisée symboliquement. Des chars et des automitrailleuses étaient positionnés devant l'hôtel.

Aux environs de 12h30, un premier incident se produit. La foule surchauffée, commence à déborder la ligne qui les sépare des chars. Les militaires français, en guise d'intimidation tirent en l'air et jettent des gaz lacrymogènes. Cela eut pour effet, un petit repli de la masse qui ne cesse de s'agrandir. Dès le matin, on avait annoncé sur les antennes des médias d'Etat que la France a ordonné le retrait des chars de ce lieu pour l'après midi. Les médias en ont profité pour demander à la population de sortir massivement et d'aller en direction de l'hôtel Ivoire pour faire plus de pression sur les occupants des chars afin qu'ils accélèrent leur départ. Donc à chaque minute, le nombre des jeunes ne fait que se gonfler.

A 14 heures, les manifestants sont arrivés à enlever tous les barbelés. Quelques minutes plus tard, arrive une trentaine d'élèves gendarmes locaux pour s'interposer entre la masse débordante et les

chars. Leur arrivée est accueillie par un tonnerre d'applaudissements. Ce bruit amène encore plus de personnes et dès cet instant, le débordement est devenu plus important. Vers 15 heures, les gendarmes locaux sont à leur tour débordés car quelques jeunes se trouvent déjà entre les chars.

C'est aux environs de 16 heures que les premières rafales sont parties. Il est à noter qu'il y a eu débordement des manifestants plus nombreux et très en colère contre les précédentes tueries des soldats français dans la nuit du samedi. Comme de vrais assassins, ils ont tiré sur des enfants, des jeunes filles et des hommes aux mains nues.

Par la suite, à la vue des premiers blessés, les jeunes s'en sont pris aussi aux forces de l'ordre du pays qui, même s'ils n'ont pas eu l'ordre de riposter, ont eu quand même des comportements révoltants comme par exemple le refus de transporter une fille évanouie. La réaction de la foule ne s'est pas faite attendre. Elle commença d'abord à engueuler les militaires ivoiriens qui étaient sur place. On leur reprochait le fait qu'ils n'ont pas riposté, qu'ils laissent l'armée française tirer sur des civils aux mains nues. Et surtout le fait que l'un des leurs a été abattu par les français au moment où ils fuyaient comme des lâches. Ils ont voulu expliquer leur réaction par le fait qu'ils n'ont pas reçu l'ordre de riposter. Mais personne ne voulait entendre ces jérémiades. Certaines personnes criaient : "Quand il s'agit de tirer sur les pauvres chauffeurs de gbakas, là vous êtes garçons". Quand ils ont vu qu'ils commençaient à être débordés par la foule, ils ont pris la fuite. En emportant quand même la jeune fille évanouie dans le cargo en direction du CHU de Cocody.

Quant à la déclaration de la France, qui a eu le culot par la bouche du porte parole de son Etat

major, de dire que son armée n'a fait que se défendre et que les tirs sont venus d'abord de la foule, c'est un mensonge. Elle a tiré à balles réelles sur une foule aux mains nues sans aucune sommation.

Enfin dans ce rebondissement de la crise, le peuple, surtout ceux qui se sont levés contre la présence des militaires français, ont raison de le faire. C'est une armée

d'occupation, une armée au service de l'impérialisme, donc pour la protection des biens des riches, noirs comme blancs. Seulement cette lutte, les travailleurs, le petit peuple doivent la mener pour eux-mêmes et non pour des politiciens démagogues qui spéculent sur ses sentiments pour montrer à leurs maîtres impérialistes que le peuple est en phase avec eux.

QUAND GBAGBO DEMANDE AUX ENTREPRENEURS FRANÇAIS DE REVENIR EN CÔTE D'IVOIRE

A la suite de l'exode d'une partie importante des ressortissants français de la Côte d'Ivoire, Gbagbo implore le retour des entrepreneurs français. Il a reçu le représentant local de ces derniers et lui a promis des cadeaux sous diverses formes: exonérations des frais de stockage au port, ajournements de paiement des impôts et autres taxes. A combien s'élève le montant de tous ces cadeaux? Ceux qui les empocheront le sauront, mais pas la population qui les payera d'une manière ou d'une autre. Emboitant le pas à Gbagbo, le journal pro-gouvernemental Fraternité Matin se met lui aussi à lancer des fleurs en direction du patronat français. Dans son numéro du 19 novembre il écrit que: "La conséquence la plus grave d'un départ des Français de la Côte d'Ivoire sera la disparition de ces petites et moyennes entreprises ou industries (PME/PMI). Ce sont les PME/PMI, principalement françaises, qui paient un lourd tribut à la crise qui secoue la Côte d'Ivoire..." Selon les chiffres avancés par ce journal "36.000 emplois ivoiriens" seraient menacés.

Près de 600 sociétés françaises sont en effet implantées dans ce pays dans différents secteurs d'activités économiques, de la restauration, la petite distribution, les services, jusqu'aux très grandes plantations

industrielles en passant par les sociétés d'import-export, de construction et travaux publics, de distribution d'eau et d'électricité, de la téléphonie, des banques, etc... Selon le président de la Chambre de commerce et d'industrie ivoirienne, les sociétés françaises représentent le quart des investissements dans le pays, et comptent pour près de 50% dans les recettes fiscales. Ce n'est pas par hasard que l'armée française n'a jamais quitté ce pays depuis la colonisation.

La Côte d'Ivoire n'a en effet jamais cessé depuis le début du règne d'Houphouët Boigny, d'être la chasse gardée de l'impérialisme français. Et Gbagbo, une fois parvenu au pouvoir, n'a jamais dénoncé cet état de fait car il sait très bien que tout en protégeant ses propres intérêts l'impérialisme français assure aussi la sécurité des régimes en place. Même si les partisans de Gbagbo crient haut et fort leur hostilité à l'égard des troupes françaises et dénoncent que celles-ci ne font rien pour désarmer les forces dites rebelles, ils savent parfaitement que si au tout début de la crise, en septembre 2002, alors que la rébellion avançait vers Abidjan, l'armée française n'était pas là pour la stopper et la repousser vers Bouaké et l'y maintenir, le régime de

Gbagbo n'aurait peut-être pas survécu.

Aujourd'hui Gbagbo demande aux entrepreneurs français de revenir en Côte d'Ivoire. A supposer que ceux-ci reviennent ce ne sera certainement pas pour ses beaux yeux ni pour "créer des emplois" comme semble vouloir dire son porte-voix Fraternité Matin, mais uniquement pour exploiter les travailleurs de Côte d'Ivoire avec les bas salaires et les conditions de travail dignes des temps anciens. Mais sachons tout

de même que les Bouygues, Bolloré et autres grands patrons de Saupiquet ou de SPIE n'ont pas spécialement besoin de mettre personnellement les pieds en Côte d'Ivoire pour exploiter et piller l'économie de ce pays. Ils peuvent être tranquillement assis dans leurs salons dorés parisiens et ramasser des profits énormes y compris en faisant travailler des cadres ivoiriens pourvu que ceux-ci sachent ce qu'on leur demande de faire pour tirer le maximum de profit du sang et de la sueur des travailleurs.

M A L I

LES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES DE L'AGGRAVATION DE LA CRISE IVOIRIENNE

A la suite des derniers événements survenus en Côte d'Ivoire, la ville frontalière malienne de Zégoua située à 3 kilomètres de Pogo (première localité ivoirienne à la frontière) est devenue une ville fantôme. Elle se trouve sur l'axe routier entre les deux pays. En temps normal 700 camions y passent en moyenne chaque semaine. Mais à la suite de l'aggravation du conflit en Côte d'Ivoire, la circulation y est devenue nulle. Le 13 novembre, c'est-à-dire 10 jours après le début de la nouvelle crise, un responsable de la douane malienne déclarait que: "Même si ce n'est pas officiel, il faut dire que la frontière est fermée... il n'y a aucun camion, aucune activité depuis le déclenchement de la crise". De plus, Zégoua comme sa voisine Kadiolo (une autre ville frontalière située au Mali) ont été privées d'électricité durant neuf jours. Elles sont en effet reliées au réseau électrique ivoirien. Et comme l'électricité avait été coupée à Bouaké et à Korhogo ainsi que dans tout le nord de la Côte d'Ivoire, ces deux villes maliennes ont subi les mêmes conséquences. La seule boulangerie qui alimentait en pain la ville de Zégoua, a fermé, faute

d'électricité. Actuellement c'est la ville de Sikasso, située à 103 kilomètres, qui ravitaille les populations de la zone frontalière. Les prix des denrées alimentaires ont fortement augmenté. Ainsi, la baguette de pain qui coûtait auparavant 75 F Cfa vaut aujourd'hui 200 F.

Le centre médical de Zégoua connaît également d'énormes difficultés car sans eau ni électricité, les médecins et les sages-femmes ne peuvent plus travailler dans des conditions d'hygiène minimales. Les habitants de cette ville ont également constaté la recrudescence de vol et de braquages à main armée. Ils dénoncent la prolifération d'armes légères dans cette zone frontalière. Ils craignent également un reflux massif des ressortissants maliens fuyant le risque de violence en Côte d'Ivoire même si jusqu'ici la vague de réfugiés à Zégoua est de loin inférieure à celle du début de la crise en septembre 2002. Toutefois les gendarmes avaient déjà enregistré le 6 novembre 7 blessés dont une femme et une fillette, venues de Bouaké. Mais deux jours plus tard une première vague d'"exilés volontaires" arrivait. Il

s'agit de 20 personnes dont une ivoirienne et un Nigérian. Nous ne savons pas si d'autres ont quitté la Côte d'Ivoire ni combien ils sont. Mais les habitants sont très

inquiets car, disent-ils: "Si nos parents arrivent, on aura peu de chose à partager", à cause du manque d'argent et de la précarité de la situation qui frappe les populations de part et d'autre de la frontière.

RISQUE DE FAMINE AU MALI

LES AUTORITÉS CRIENT AU SECOURS

Le spectre de la famine que l'on craignait suite à la destruction des champs et des pâturages par les criquets pèlerins qui s'étaient abattus au Mali est devenue réalité. Les autorités maliennes viennent de tirer la sonnette d'alarme : elles demandent une aide d'urgence de 900 millions de francs CFA pour l'acquisition de 10 000 tonnes de céréales afin de venir en aide aux 83 communes (sur les 701) très affectées. Et ce avant le 15 novembre sinon ces communes risquent de connaître la famine. Or cette date fatidique est passée mais aucune miette d'aide n'est encore tombée.

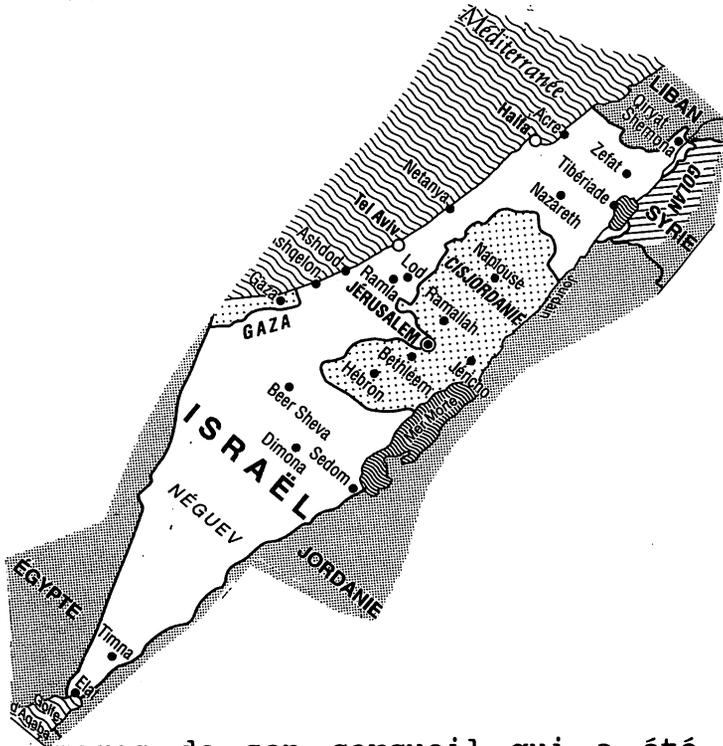
Pour calmer l'inquiétude des populations, Amadou Toumani Touré a déclaré que "Le Mali ne connaîtra pas de famine cette année ... Le gouvernement prendra toutes les dispositions utiles". Mais on sait qu'il dit n'importe quoi car le Mali, pays pauvre, seul, isolé, ne dispose pas de moyens matériels et surtout financiers contre cette

famine qui frappe déjà aux portes des régions les plus menacées: Mopti (centre), Kayes (ouest) et Tombouctou (nord). On sait que pour lutter contre les premières nuées de criquets pèlerins, les dirigeants avaient utilisé des pesticides périmés depuis bien longtemps, et qui devaient être détruits. On avait arrêté le désastre quand des bêtes tombaient malades pour avoir brouté les herbes contaminées par ces pesticides. Et cela risque de faire des victimes à long terme à cause des sols souillés.

Aujourd'hui, devant le désastre qui s'annonce, les dirigeants maliens crient à l'aide internationale. Mais ce sera encore une occasion de plus pour eux de se remplir les poches si jamais ces aides venaient à tomber. De triste mémoire on sait que des sacs de céréales destinés à lutter contre la famine causée par la sécheresse étaient revendus sur le marché pour le compte de certains dignitaires au pouvoir à l'époque.

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

Yasser Arafat est mort. Ses obsèques à Ramallah se sont transformées en une immense manifestation qui a mobilisé des milliers de Palestiniens. Les télévisions du monde entier ont retransmis les



images de son cercueil qui a été littéralement arraché de l'hélicoptère égyptien qui le ramenait à Ramallah par une foule vibrante débordant les cérémonies protocolaires. La popularité de Yasser Arafat était immense non seulement en Palestine mais dans tout le Moyen-Orient. Il était devenu le symbole de la révolte du peuple palestinien qui se bat courageusement depuis des décennies pour son droit à l'existence nationale, contre l'oppression d'un Etat puissant et armé, celui d'Israël, soutenu par les grandes puissances.

Chaque jour depuis des mois la télévision a montré des images de maisons démolies par les chars et les bombardements israéliens dans la région de Gaza, petit territoire où s'entassaient un million de Palestiniens vivant dans une misère

effroyable. Le gouvernement Israélien est engagé dans un processus de séparation des deux peuples en érigeant un mur autour des lambeaux de territoire palestinien. La population palestinienne est enfermée dans de véritables camps de concentration. S'ils ne veulent pas mourir de faim, les palestiniens qui le peuvent sont obligés de franchir le mur chaque jour pour chercher du travail en zone israélienne.

A l'intérieur de territoires palestiniens, c'est-à-dire à Gaza et en Cisjordanie, sont installés plusieurs milliers de colons israéliens armés jusqu'aux dents, disposant de corridors protégés par des militaires israéliens. Ces colons bénéficient d'un niveau de vie à l'occidentale. La question palestinienne représente depuis des années un potentiel explosif pour tout le Moyen-Orient. Le peuple palestinien cristallise autour de lui les sentiments d'oppression des masses arabes à l'égard de la politique de l'Impérialisme.

Dans plusieurs pays où il y a eu des réfugiés palestiniens organisés et armés ils ont entraîné des luttes et des crises sociales et politiques. Ce fut le cas en Jordanie en 69/70 et au Liban lors de la guerre civile, 5 ans plus tard.

Les dirigeants palestiniens et en particulier Arafat rivalisaient de radicalisme et lançaient des appels pour la "destruction de l'Etat d'Israël". Ils ont même organisé des détournements d'avion pour asseoir leur image de dirigeants déterminés.

Mais lorsque concrètement ils auraient pu se porter à la tête de luttes des masses en Jordanie ils ont fait le choix de soutenir le roi Hussein. C'est ainsi que celui-ci a

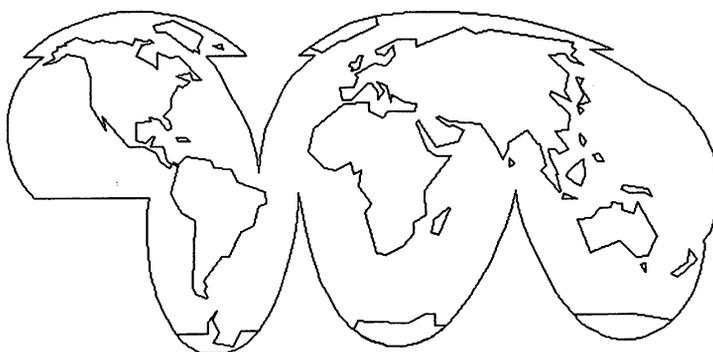
eu les mains libres pour écraser les camps palestiniens et les couper du contact avec la population pauvre de Jordanie car cette unité possible menaçait son pouvoir. En 1975 les masses pauvres libanaises sympathisaient avec les combattants palestiniens. Arafat a mis fin à cette situation en proclamant que sa lutte ne concernait que la Palestine, contribuant au maintien d'un régime haï par les couches populaires. Arafat et l'OLP y ont gagné une reconnaissance internationale et une crédibilité de la part des Etats arabes et des grandes puissances. Il était devenu un interlocuteur fréquentable contre une éventuelle montée de la révolte des masses palestiniennes et arabes. C'est ainsi que l'OLP est reconnue comme "autorité palestinienne" lors des accords d'Oslo en 1993, faisant suite à la première Intifada.

La situation des Palestiniens et leur lutte continuait d'apparaître aux yeux des peuples de

toute la région comme le symbole de leur propre situation. Aujourd'hui ce sont des courants islamistes réactionnaires, chiites ou sunnites, qui mènent une lutte militaire contre les armées des grandes puissances aux quatre coins du Moyen-Orient, en même temps qu'entre eux ou contre des minorités ethniques.

Il est indispensable que naissent et se développent dans cette contrée des organisations communistes et internationalistes qui auraient comme perspective de regrouper les travailleurs par-delà leur nationalité ou leur appartenance religieuse afin de mettre fin à la situation actuelle qui est une prison avec ou sans mur de béton. Le peuple israélien et les peuples arabes ont à bâtir ensemble une société fraternelle débarrassée de l'exploitation capitaliste dans laquelle les régimes actuels ainsi que les grandes puissances veulent les maintenir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.